



Sylvia Garcia Delahaye

Les enfants des rues de Calcutta

Développement de compétences,
réseaux sociaux et emplois en Inde

Questions d'enfances

KARTHALA

Cet ouvrage porte sur l'approche du développement de compétences et ses effets sur des groupes défavorisés en Inde. Il prend comme cas d'étude des jeunes entre 15 et 29 ans, anciens enfants des rues, soutenus par des ONG locales dans la mégapole de Calcutta. Il s'intéresse aux opportunités d'insertion socioprofessionnelle de ces jeunes à travers une étude de terrain à Calcutta. L'analyse tient compte de leurs trajectoires socio-éducatives, des pratiques des ONG en matière de développement de compétences et des réseaux sociaux mobilisés dans le but de leur insertion, ainsi que des politiques de développement de compétences du gouvernement.

Les résultats obtenus mettent en perspective les limites et les possibilités de changement social pour des jeunes provenant de milieux défavorisés. Ces résultats sont confrontés à un groupe de jeunes habitants des bidonvilles de Calcutta également soutenus par des ONG locales afin de tester leur validité. La comparaison entre ces deux groupes met en lumière une articulation possible entre deux dimensions théoriques apparemment opposées : la théorie de la reproduction sociale et l'approche des réseaux sociaux.

Docteure en études du développement, Sylvia Garcia Delahaye a mené des recherches en Inde, Tunisie et Suisse sur l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes. Elle a également contribué par ses recherches à la définition de la première politique transversale de l'enfance et de la jeunesse du canton de Vaud en Suisse. En tant que chercheuse, elle a travaillé pour des universités suisses (IHEID et EPFL) et des agences de coopération internationale. Aujourd'hui, elle est chercheuse à la Haute école de travail social de Genève.

Questions d'enfances

Collection dirigée par Nicole Duniau



ISBN : 978-2-8111-1853-2

Visitez notre site :
www.karthala.com
Palement sécurisé

© Éditions KARTHALA, 2017 IS
BN : 978-2-8111-1854-9

Sylvia Garcia Delahaye

Les enfants des rues de Calcutta

**Développement de compétences,
réseaux sociaux et emplois en Inde**

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

Cet ouvrage est publié avec le concours
de l'Institut des hautes études internationales
et du développement.

Les droits d'auteur que pourrait générer cette publication
seront versés aux ONG de Calcutta.

Aux enfants des rues de Calcutta et à ma fille, Théa

Remerciements

Cet ouvrage présente le résultat d'un travail effectué pendant cinq ans avec le soutien et la collaboration de nombreuses personnes. Dans les lignes qui suivent, je tiens à les remercier vivement et à leur exprimer toute ma gratitude.

Le professeur Isabelle Milbert et le docteur Marie-France Lange, codirectrices de thèse¹, ont de manière complémentaire fortement contribué à enrichir et à orienter mon travail universitaire qui a servi de base, dans une version simplifiée, à ce livre. Leurs qualités personnelles et professionnelles ont de plus été gages d'une excellente relation de travail. Le professeur Isabelle Milbert : sa connaissance approfondie du contexte indien et des mégapoles indiennes a été centrale pour le développement de cette recherche et pour l'étude de terrain. Le docteur Marie-France Lange : sa large expérience comme chercheuse dans différents pays du Sud et son expertise sur la thématique de recherche (l'éducation et la formation pour des jeunes défavorisés) ont été une source d'inspiration importante pour la construction de cette étude et également l'analyse des données empiriques.

Cette recherche n'aurait pas vu le jour sans la collaboration des partenaires de terrain à Calcutta : Ashalayam Don Bosco (ADB), Cini Asha (CA), Loreto Sealdah School (LSS) et Tomorrow's Foundation (TF). Je tiens à remercier sincèrement les pères Matthew, Georges, Anthony et Matthew Georges d'ADB, les sœurs Cyril et

1. Cette recherche a été menée dans le cadre d'une thèse de doctorat à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève.

Flora de LSS et les frères Ghosh de TF pour leur confiance et l'intérêt manifesté pour cette étude. En lien avec ADB, j'aimerais également remercier Christophe et Patricia pour leurs connaissances du travail avec les enfants des rues de Calcutta qui ont facilité la réalisation de cette étude. Merci aussi aux associations de soutien à ADB en Suisse et en France et à Partnership Foundation (Hollande) soutenant LSS pour le partage d'informations concernant les jeunes bénéficiaires des programmes d'éducation et de formation.

J'aimerais remercier toutes les personnes qui se sont prêtées au jeu des entretiens, en particulier les jeunes rencontrés, pour leur franc-parler et leur disponibilité rendant possible la construction de cette recherche et le recueil de données originales ainsi que les représentants des départements de l'éducation, de la formation professionnelle et technique, de l'emploi et du travail du Bengale-Occidental, dont l'éclairage sur la situation du système de formation dans cet État a été crucial pour cette enquête.

Ce travail est aussi le fruit d'échanges critiques avec plusieurs personnes que je souhaite remercier sincèrement : le professeur Annapurna Shaw du Indian Institute of Management de Calcutta, pour l'état de la recherche sur la mégapole et ses populations marginalisées ; le professeur Kenneth King, pour son apport sur la stratégie de développement de compétences indienne et ses conseils concernant cette recherche. Ma pensée va aussi aux chercheurs rencontrés à Calcutta au sein d'universités et de centres de recherche : Centre for Urban Economic Studies, à l'Université de Jadavpur et au Centre of Studies in Social Sciences, pour leur accueil chaleureux et la documentation partagée.

Je n'oublierai pas le professeur Isabelle Schulte-Tenckhoff pour son soutien et ses conseils lors de la présentation de ce projet de recherche ; le professeur Gilbert Étienne de l'association Genève-Asie, le professeur Jean-Luc Maurer et le docteur Christophe Gironde du Centre Asie de l'IHEID pour leur soutien dans la réalisation de l'étude de terrain et aussi CARIGEST SA pour la bourse d'étude accordée durant une année.

Mes remerciements vont également au professeur Neela Nabir du Tata Institute of Social Sciences (TISS) de Mumbai, au professeur Joëlle Libois, directrice de la Haute école de travail social

(HETS) de Genève, à M. Michel Steeman, président de Partnership Foundation (Hollande) et le docteur Frédérique Weyer de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) pour la reconnaissance du travail effectué qui a donné lieu à un nouveau projet de recherche, en partie soutenu par le « Swiss and Indian Research Programme in Social Sciences – Faculty Exchange Programme ».

Cette étude doit beaucoup au soutien sans réserve de ma famille de par le monde (en Suisse, Espagne, Angleterre, Tunisie et aux États-Unis). J'aimerais remercier chaleureusement Martine et Sally pour les traductions et Lydie pour ses relectures. Merci enfin à Sébastien qui me faisant découvrir Sidi Bousaïd, m'a offert les conditions idéales pour la réalisation de cette recherche.

Introduction

La formation pour l'emploi des jeunes est considérée comme cruciale dans les stratégies de développement, en particulier quand elles sont confrontées à la crise économique, au sous-emploi et au chômage des jeunes, population majoritaire des pays émergents et en développement (Garcia et Tejada 2014 ; Maclean et Jaganathan 2013 ; UNESCO 2012 ; OCDE 2012 ; OCDE et BAD 2012 ; ILO 2012 ; World Bank 2011b ; Dobbs *et al.* 2012). Le développement de compétences constitue une approche visant, à travers l'éducation et la formation de populations jeunes, une équité sociale et la promotion d'une croissance « pro-pauvres » (UNESCO 2012). Cette approche permettrait à la fois de réduire la pauvreté et de créer une force de travail jeune formée, capable de participer à la croissance économique d'un pays (World Bank 2007b ; UNESCO 2012). Elle apparaît également comme le moyen de réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes dans l'agenda de développement durable post-2015¹.

Un pays émergent comme l'Inde a mesuré son importance comme l'attestent la Conférence internationale « Approaching inclusive growth through skills development » de 2007 (Tegmo-Redpy 2007), la définition en 2009 de la première politique nationale de développement de compétences (Government of India/ Ministry of Labour and Employment 2009), le séminaire international sur le développement de compétences de 2010 (Planning Commission 2010a, King 2010), la création en 2014 du ministère

1. <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs> (consulté le 3 octobre 2016).

du Développement de compétences et de l'Entreprenariat et la redéfinition en 2015 d'une politique nationale de développement de compétences et de l'entrepreneuriat. Malgré une croissance économique importante (de 9 % à 5 % de 2000 à 2015)² et un avantage démographique de taille, nommé le *25-year window opportunity*³, le développement indien comporte des paradoxes notamment dans les domaines de la formation et du travail. L'Inde compte en effet le plus faible taux de jeunes formés au monde (2 %)⁴, du fait du manque d'établissements de formation professionnelle formelle et de leur faible qualité (Planning Commission 2010). Compte tenu de ces insuffisances, 80 %⁵ des nouveaux entrants sur le marché du travail n'ont eu aucune opportunité de formation (Planning Commission 2010a). De plus, le marché du travail se caractérise par une faible progression des offres d'emploi dans le secteur formel et la prédominance du secteur informel (environ 90 % de l'emploi total) qui représente 60 % du PIB (World Bank 2006 ; NSSO 2004-2005 et 2009-2010). La corrélation entre travail informel et pauvreté pousse le gouvernement indien et ses partenaires internationaux à élaborer des stratégies pour le développement de compétences des plus défavorisés (OCDE 2007 ; World Bank 2006 et 2007 ; Government of India/ Ministry of Labour and Employment 2009 ; Planning Commission 2006 et 2010). Ces stratégies mettent à contribution les ONG qui deviennent les partenaires locaux

-
2. Entre 2004 et 2008, l'Inde connaît une croissance moyenne annuelle de 9 %. En 2009, avec la crise, le taux de croissance descend à 7,4 % puis, en 2010, il remonte à 8,6 %, avant de redescendre à 5,3 % en 2012 et à 4,5 % en 2013. En 2014 et 2015, le taux de croissance indienne remonte à 5,4 % et 6,6 %. Pour 2016, les prévisions sont d'un taux de croissance d'environ 7 % (<http://data.worldbank.org/country/india>, consulté le 3 octobre 2016).
 3. Aussi appelé *India's demographic dividend* (Planning Commission 2010a, 12).
 4. Seuls 2 % des jeunes entre 15 et 29 ans ont suivi aujourd'hui en Inde une formation professionnelle formelle (classe 10) et seuls 8 % une formation non formelle (Planning Commission 2010a, 1).
 5. En effet, la Planning Commission considère qu'étant donné les lacunes de formations professionnelles formelles, seulement 1,3 million sur 12,8 millions de nouveaux entrants sur le marché du travail en 2010 ont pu suivre une formation (Planning Commission 2010a).

incontournables de la lutte contre la pauvreté avec, pour mission, de former les exclus des systèmes éducatifs publics et privés et de favoriser ainsi leur insertion (Government of India/Ministry of Labour and Employment 2009 ; Planning Commission 2010). L'impact de ces stratégies sur des groupes défavorisés reste pourtant incertain (Balagopalan 2002 ; Chopra et Jefferey 2005). Les possibilités de développement de compétences pour des jeunes défavorisés notamment à travers des formations non formelles et l'apprentissage informel, ainsi que le rôle des ONG dans l'accès à ces formations et à l'emploi (dans les secteurs formel et informel), sont des domaines d'investigation à privilégier aujourd'hui en Inde.

Il s'agit d'une étude consacrée à l'approche du développement de compétences⁶ et à son impact sur des jeunes défavorisés⁷, à travers l'exemple indien de l'insertion d'anciens enfants des rues, âgés de 15 à 29 ans (*25-year window opportunity*), soutenus par des ONG locales. Les effets de cette approche analysés à travers le prisme de l'insertion⁸ permettent d'appréhender l'articulation entre éducation-formation et emploi. Le choix de la population des enfants des rues s'explique, d'une part, par leurs conditions de vie difficiles qui reflètent la persistance de l'extrême pauvreté urbaine et la place réservée aux plus pauvres et aux traditionnellement discriminés en Inde⁹ et, d'autre part, par leur grand nombre dans ce

-
6. Développement de compétences : « (Skills development means) the acquisition of practical competencies, knowledge and attitudes necessary to perform a trade or occupation in the labour market. Skills can be acquired either through formal public or private schools, institutions or centres, informal, traditional apprenticeships, or non-formal semi-structured training » (King et Palmer 2007, 14).
 7. Jeunes défavorisés en Inde : Il s'agit d'adolescent(e)(s) et de jeunes hommes et femmes âgé(e)(s) de 15 à 29 ans qui ont ou ont eu un accès limité à l'éducation, à la formation et à des emplois qualifiés et réguliers (Covalan 1984, 3). Leur parcours et situation peuvent être associés à une enfance difficile et à une faiblesse de liens sociaux et familiaux (Leonardos 1999, 6) notamment utiles pour l'emploi.
 8. La notion d'insertion est considérée ici dans sa double dimension socioprofessionnelle. Elle est perçue comme un dispositif de politique sociale (et/ou éducative) visant à normaliser les individus grâce à leur réadaptation (Loriol 1999).
 9. Exemple, les basses castes.

pays, considéré comme le plus important au monde. En 1992, une étude de l'UNICEF estimait à 11 millions le nombre d'enfants vivant dans les rues indiennes dont 100 000 à 125 000 dans les mégapoles de Mumbai, Delhi et Calcutta (Chatterjee 1992)¹⁰. Il existe un lien fort entre enfants des rues et enfants travailleurs, l'Inde comptant également le plus grand nombre d'enfants travailleurs de moins de quatorze ans. Un rapport de Human Rights Watch de 1996 évaluait à 18 millions le nombre d'enfants vivant et/ou travaillant dans la rue dont 12,6 millions engagés dans des occupations dangereuses (Human Rights Watch 1996). Toutefois l'absence d'un recensement officiel sur le nombre d'enfants des rues et travailleurs rend toute estimation hasardeuse.

La problématique proposée ici pose la question centrale des opportunités et des limites du développement de compétences pour des jeunes défavorisés dans le contexte indien de vulnérabilité sociale et urbaine et de réglementation du travail des enfants. Pour y répondre, ce livre s'intéresse aux opportunités d'insertion de jeunes, anciens enfants des rues, soutenus par des ONG locales de Calcutta. Il propose également une comparaison avec un groupe de jeunes habitants des bidonvilles de la mégapole. Les ONG semblent jouer un rôle central dans le développement de compétences de ces jeunes à travers des programmes d'éducation et de formation non formelles et par le biais de leurs capacités à mettre en relation les jeunes formés avec des employeurs. Cette mise en lien fait appel aux relations de membres d'ONG, à leur capital social et aboutit à une première opportunité d'insertion en apprentissage traditionnel chez un employeur du secteur informel (Garcia 2008).

Existe-t-il un lien entre les effets des politiques actuelles du gouvernement indien pour le développement de compétences et les pratiques des ONG en la matière, ainsi que sur les réseaux sociaux mobilisés dans le but de l'insertion ? Les récits des jeunes nous enseignent sur leurs parcours socio-éducatifs et sur les opportunités d'insertion découlant de ces politiques et pratiques ainsi que de l'accès à des employeurs potentiels. Le développement de la

10. En 2012, l'UNICEF estime que le nombre d'enfants des rues dans la mégapole indienne a probablement augmenté (UNICEF 2012).

problématique de recherche s'articule autour des questions suivantes : Quelle insertion est accessible aux anciens enfants des rues, soutenus par des ONG, à travers l'éducation et la formation en Inde ? Quels sont les liens entre trajectoires socio-éducatives et insertion socioprofessionnelle aujourd'hui en Inde ? Quelle relation existe-t-il entre apprentissage informel et exploitation de la force de travail de jeunes défavorisés en Inde ? Quelles opportunités d'acquisition de compétences et d'insertion, voire de mobilité sociale, découlent de la relation entre membres d'ONG, jeunes et employeurs ? Comment les membres d'ONG mettent-ils en jeu leurs relations pour favoriser l'insertion des jeunes ? Comment les jeunes utilisent-ils ces relations pour leur propre insertion ?

Pour répondre à ces questions, cet ouvrage s'organise en dix chapitres. Le premier, dédié au cas d'étude : l'Inde, s'intéresse aux caractéristiques sociales et urbaines du contexte indien qui influent sur la stratégie de développement de compétences et expliquent les choix de l'étude de terrain relatifs à la mégapole de Calcutta et à la population cible, les anciens enfants des rues. Le deuxième chapitre présente les systèmes d'éducation et de formation en Inde ainsi que les limites qui ont suscité l'élaboration de la stratégie et des nouvelles politiques de développement de compétences. Quant au troisième chapitre, il expose les résultats récents de cette stratégie et de ces politiques dans le contexte local du Bengale-Occidental et de sa capitale, Calcutta. Les quatrième et cinquième chapitres évoquent les caractéristiques de cette mégapole et de la population des enfants des rues. Les sixième et septième chapitres analysent le cas des anciens enfants des rues soutenus par des ONG locales de Calcutta, puis étudie les programmes de développement de compétences des ONG et les réseaux mis à contribution pour l'insertion des jeunes. Les trois derniers chapitres (8, 9 et 10) proposent une discussion des résultats de recherche menant à une réflexion théorique sur le thème des inégalités d'accès à l'éducation et à la formation et des processus d'insertion, ce qui permet aussi de dégager les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de développement de compétences des jeunes, en particulier de ceux issus de milieux défavorisés.

1

L'Inde et ses caractéristiques démographiques, socio-économiques et d'emploi

La stratégie indienne de développement de compétences vise à intégrer les jeunes (Government of India/ Ministry of Labour and Employment 2009), en tenant compte des moyens traditionnels d'acquisition de compétences dans le secteur informel et des faiblesses des systèmes d'éducation et de formation indiens concernant l'acquisition de compétences demandées et reconnues par les milieux professionnels. La stratégie affichée montre ainsi une vision utilitaire de l'éducation et de la formation. Elle reconnaît l'existence de groupes défavorisés au sein de la société indienne et vise à leur donner les moyens de s'insérer et de participer à la croissance économique. L'éducation et la formation sont donc considérées comme un élément central, non seulement du développement humain, mais encore de la productivité, de la croissance économique et de l'amélioration des conditions d'emploi et de vie.

Les caractéristiques du contexte indien nécessaires à la compréhension de la situation seront présentées en apportant quelques données préliminaires sur l'État du Bengale-Occidental et de sa mégapole, Calcutta. Ensuite, le regard portera sur le système éducatif indien et ses lacunes, cherchant à l'élaboration d'une stratégie et d'une politique nationales de développement de compétences.

L'Inde représente un contexte propice à l'étude de l'approche du développement de compétences de par ses caractéristiques démographiques, économiques et urbaines. Ce pays bénéficie d'une croissance économique importante, principalement soutenue par les villes, et d'une population majoritairement jeune, qui représente pour les autorités un avantage démographique à valoriser à travers la nouvelle politique de développement de compétences. L'Inde présente également des défis importants avec des particularités de genre, de pauvreté et d'emploi. Les différentes caractéristiques du contexte indien seront analysées en questionnant leurs potentialités et limites dans le cadre de la stratégie de développement de compétences. Les groupes concernés par cette stratégie seront aussi identifiés.

Croissance démographique : potentialités ou limites pour le développement de compétences ?

Selon le recensement de 2011, la population indienne dépasse désormais les 1,2 milliard de personnes, ce qui place le pays au deuxième rang des plus peuplés au monde après la Chine (1,3 milliard de personnes) (Government of India/ Census of India 2011). Il a enregistré une croissance démographique de 17 % entre 2001 et 2011 avec des caractéristiques relatives à l'âge de la population, à sa répartition géographique en lien avec l'importance des villes et au genre.

L'avantage démographique indien

L'Inde compte une population jeune, 50 % de moins de 25 ans et 65 % de moins de 34 ans, ce que les autorités considèrent comme un avantage démographique central favorisant la stratégie de développement de compétences :

« L'opportunité sans précédent pour le développement de compétences est due à une fenêtre d'opportunité unique de 25 ans, dénommée le dividende démographique de l'Inde. Ce dividende démographique consiste en la coïncidence fortuite de trois tendances démographiques lorsque l'économie croît de 9 % ou plus : 1) le déclin de la natalité, signifiant que moins de personnes intégreront le marché du travail qu'au cours des années précédentes ; 2) le progrès très lent de l'espérance de vie, autour de 63-64 ans, signifiant que la population vieillissante vivra moins longtemps après 60 ans que celles des autres pays ; 3) la génération des baby-boomers ayant désormais dépassé les 20 ans, l'explosion démographique se produit dans la tranche des 15-29 ans » (Planning Commission 2010, 12)¹.

Cette stratégie vise à mettre à profit cet avantage pour doter le pays de travailleurs formés : 500 millions de personnes formées pour 2022 dont 433 millions de travailleurs du secteur informel (Planning Commission 2010, 2). Elle s'appuie sur une prévision de croissance économique de 9 % qui ne tient pas compte des risques de ralentissement économique². Elle ne considère pas non plus la faible progression des emplois dans le secteur formel (Mehrotra *et al.* 2012, 12). En effet, profiter de la croissance démographique dépend aussi de certaines conditions relatives à l'emploi :

« [Cela nécessitera] 1) d'élever la productivité et la qualité des emplois dans le secteur informel, 2) de stimuler la croissance de l'emploi dans le secteur formel et 3) de remédier aux disparités persistantes entre régions, genres et conditions sociales en termes de résultats obtenus sur le marché du travail » (World Bank 2010, 3).

-
1. Les traductions des textes anglais ont été réalisées par Madame Nathalie Tanner, secrétaire de rédaction à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève.
 2. Exemple, le taux de croissance de 5,3 % en 2012 et de 4,5 % en 2013 (<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>, consulté le 4 mars 2013).

Sans ces conditions d'emploi et sans un taux de croissance économique soutenu, les caractéristiques démographiques indiennes, perçues comme un avantage en 2009, pourraient devenir un facteur de fragilité sociale, même en cas d'investissement important dans la formation des jeunes. De plus, le pays devrait faire face aux attentes de jeunes nouvellement formés en termes de salaires et de qualité d'emploi ainsi qu'à une augmentation du chômage des diplômés.

Répartition de la population et importance des villes³

Sur les 29 États indiens, cinq comprennent 50 % de la population totale. Il s'agit dans l'ordre, de l'Uttar Pradesh (16 %), du Maharashtra (9 %), du Bihar (9 %), du Bengale-Occidental (8 %) et de l'Andhra Pradesh (7 %) (Government of India/ Census of India 2011).

Deux des cinq États indiens les plus peuplés et possédant une superficie moyenne, le Maharashtra et le Bengale-Occidental, sont dotés chacun d'une mégapole dépassant les 10 millions d'habitants, Mumbai et Calcutta. Ces mégapoles comptent respectivement 19,7 millions et 14,4 millions d'habitants. D'autres sources estiment toutefois leur nombre à 20,9 millions et à 15,7 millions d'habitants⁴.

-
3. Les définitions officielles sur la ville et l'agglomération urbaine (UA) en Inde sont les suivantes :

« All places which had a municipality, a corporation, notified town area community or a cantonment board was known to fall under the category of city or UA. Also these places were chosen under the category as all of them had a population over 5000 and more than 75% of the male population was found to be engaged in non-agricultural working sectors » (<http://www.census2011.co.in/city.php>, consulté le 21 octobre 2014). Deux appellations particulièrement pertinentes pour cette recherche s'intéressant aux grands pôles urbains indiens sont retenues. Il s'agit, d'une part, des mégapoles, aussi reconnues par les autorités indiennes, pour les grandes agglomérations urbaines dotées de plus de 10 millions d'habitants et, d'autre part, des grandes villes pour les agglomérations en dessous de 10 millions d'habitants et jusqu'à 5 millions de personnes.

4. En incluant pour le Grand Calcutta le district notamment d'Howrah et pour le Grand Mumbai ceux de Bhiwandi, Kalyan, Thane, Ulhasnagar

Les trois mégapoles (Delhi, Mumbai et Calcutta) et les cinq grandes villes indiennes (Pune, Chennai, Bangalore, Ahmedabad et Hyderabad) comptabilisent au total entre 87 et 95,75 millions d'habitants sur une population urbaine nationale de 360 millions de personnes. À l'échelle planétaire, Delhi, Mumbai et Calcutta figurent parmi les 10 mégapoles les plus peuplées au monde⁵ (UNICEF 2012, 11).

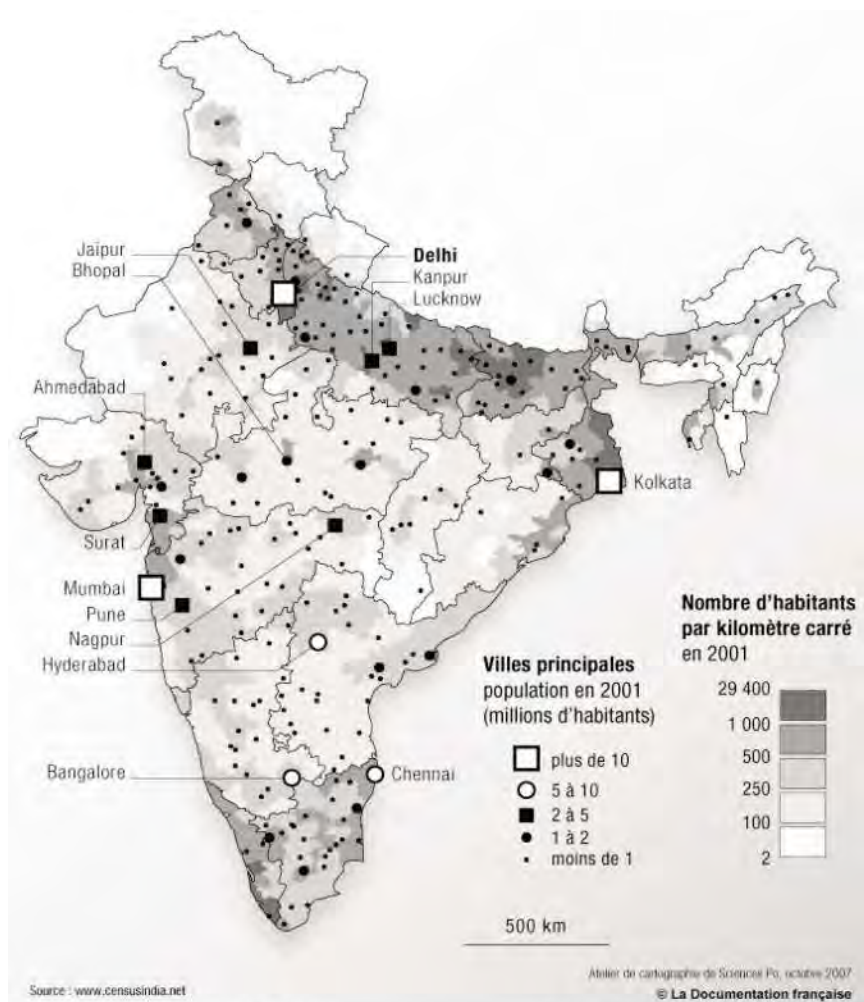
La densité de population en Inde est plus importante dans les États de la vallée du Gange, dans le sud du pays et dans quelques États de la côte Ouest. Le Bengale-Occidental fait partie des États les plus densément peuplés avec une surface de 1 029 hab/km² (cf. carte n° 1).

La densité de population est très élevée dans la vallée du Gange. Les grandes villes indiennes et en particulier les trois mégapoles (Mumbai, Delhi et Calcutta) sont des pôles économiques dynamiques attirant les populations des campagnes et des États voisins. Ceci montre, d'une part, l'importance des villes indiennes et nuance, d'autre part, la perception sur le faible taux national de population urbaine (de 31,16 %)⁶ (Government of India/ Census of India 2011). En effet, à l'échelle planétaire, le sous-continent indien occupe le deuxième rang mondial, après la Chine⁷, en nombre d'habitants en ville : 360 millions sur une population totale de 1,2 milliard de personnes (Government of India/ Census of India 2011 ; UNICEF 2012). Les villes indiennes sont donc un terrain intéressant pour l'étude de l'approche du développement de compétences de par leur dynamisme économique et leur forte population. Elles présentent néanmoins des limites importantes.

et Vasai-Virar (www.citypopulation.de/world/Agglomerations.html, consulté le 21 février 2014).

5. Voir les sites suivants : www.cartographie.sciences-po.fr/sites/default/files/A02c_Villes_pop_pub_2010.jpg et www.citypopulation.de/world/Agglomerations.html (consultés le 4 avril 2014).
6. Il faut souligner que la population urbaine indienne a augmenté de 3,36 % entre 2001 et 2011 et de 2,1 % entre 1991 et 2001 (Government of India/ Census of India 1991, 2001 et 2011).
7. La Chine compte une population urbaine de 629,8 millions de personnes représentant un taux de population urbaine de 47 % (UNICEF 2012).

Carte 1

Densité de population et principales villes indiennes (2001)

Densité de population et principales villes en Inde

Source : La Documentation Photographique n° 8060

Source : Atelier de cartographie de Science Po Paris, octobre 2007
 (www.cartographie.sciences-po.fr/sites/default/files/15_inde_densite_pop.jpg
 [consulté le 4 avril 2014]).

Potentialités et limites des villes indiennes

Certains auteurs considèrent la population urbaine indienne comme un « surplus humain » non productif occupé dans des activités de survie dans le secteur informel (Davis 2006), représentant une fragilité pour l'équilibre et le développement des villes.

« Trois ou quatre personnes se répartissent une tâche qui pourrait tout aussi bien être accomplie par une seule, des vendeuses sur les marchés qui restent assises des heures devant des petits tas de fruits ou de légumes, des coiffeurs et des cireurs de chaussures accroupis toute la journée sur les trottoirs pour ne servir qu'une poignée de clients, des jeunes garçons se faufilant dans la circulation pour vendre des mouchoirs, laver les vitres des voitures ou vendre à la sauvette des magazines et des cigarettes, des ouvriers de chantiers qui attendent chaque matin, souvent en vain, dans l'espoir de trouver un travail » (Thomas 1997, 114).

Les villes indiennes disposent ainsi d'une main-d'œuvre abondante, potentiellement à la recherche d'un emploi. La stratégie de développement de compétences apparaît donc particulièrement justifiée dans un tel contexte.

Sur le plan économique national, les villes contribuent aux trois quarts du produit intérieur brut (PIB) (Dupont 2008, 7). Malgré leur compétitivité, les villes indiennes sont confrontées à d'importants défis de par leur insuffisance en logements et en infrastructures urbaines (Government of India/ Ministry of Housing and Urban Poverty Alleviation 2011, 4), de par la détérioration de la qualité des services ainsi que par le renforcement des inégalités et de la segmentation urbaine (Dupont 2008, 12-13). Un exemple de cette segmentation est donné par les « villes nouvelles privées », exclusivement réservées aux classes aisées.

« (Ce sont) de larges complexes résidentiels hauts de gamme, équipés de toutes les infrastructures et services modernes, souvent fermés, et intégrés à d'autres fonctions urbaines – commerciales, éducatives, récréatives, de services et d'affaires » (Dupont 2008, 12).

Le déficit en logements, caractéristique dominante du contexte urbain indien, se traduit entre autres par le taux important de population vivant dans les bidonvilles⁸, soit 17 %⁹ en 2011 (Government of India/ Census of India 2011). Ce taux augmente pour deux des mégapoles, 29,6 % pour Calcutta¹⁰ et 41,3 % pour le Grand Mumbai (Government of India/ Census 2011). La précarité du logement s'accroît dans certains bidonvilles en raison des risques de destruction et d'éviction. Le cas des personnes sans-abri (*homeless people*)¹¹ et en particulier des enfants des rues, sous-estimé dans les données officielles, dévoile une vulnérabilité sociale en zone urbaine, en particulier dans les mégapoles indiennes.

« Il faut aussi mentionner la présence dans les grandes villes de nombreux sans-abri, parmi lesquels les enfants sont les plus vulnérables. Or, le nombre des sans-abri est largement sous-estimé dans le recensement (le premier recensement à les avoir comptés date de 1991) » (Dupont 2011, 77).

-
8. La définition officielle de bidonville en Inde est la suivante : « All specified areas in a town or city notified as 'Slum' by State/Local Government and UT Administration under any Act including a "Slum Act". All areas recognized as "Slum" by State/Local Government and UT Administration, Housing and Slum Boards, which may have not been formally notified as slum under any act; A compact area of at least 300 population or about 60-70 households of poorly built congested tenements, in unhygienic environment usually with inadequate infrastructure and lacking in proper sanitary and drinking water facilities » (Government of India/Ministry of Housing and Urban Poverty Alleviation 2011, 2).
 9. Il faut souligner ici que ce taux officiel est calculé sur la base des données recueillies uniquement dans les villes statutaires et non pas sur l'ensemble des bidonvilles indiens.
 10. Il faut noter que dans l'État du Bengale-Occidental le taux de population vivant dans les bidonvilles est également supérieur à la moyenne nationale : 21,9 % (Government of India/ Census 2011).
 11. La catégorie des *homeless people* est définie par le recensement indien comme : « the persons who are not living in census houses » (Government of India/ Census of India 2001, 64).

En effet, selon le recensement de 2011, 1,77 million de personnes sont sans-abri en Inde parmi lesquels 938 348 personnes vivent en zone urbaine dont 112 712 enfants (Government of India/ Census of India 2011), chiffres largement sous-estimés, notamment par les ONG venant en aide à ces populations, ce qui a par ailleurs motivé leur mobilisation, lors du dernier recensement (2011)¹².

*Caractéristiques de genre : écart démographique
entre les sexes en ville*

Au sein de la population indienne, l'écart important entre les sexes s'accroît en zone urbaine, comme le montre le prochain tableau.

Sur l'ensemble du territoire indien, le ratio entre les sexes est de 940 femmes pour 1 000 hommes, conséquence de l'infanticide des filles et des avortements sexo-sélectifs et également reliée à la place subordonnée attribuée aux femmes dans la société indienne¹³ et au poids que représente la dot¹⁴ pour les familles. Ce ratio entre les sexes apparaît inférieur dans les trois mégapoles indiennes, malgré leur dynamisme. En effet, elles présentent un fort déséquilibre démographique, à l'instar du district de Calcutta comptant 899 femmes pour 1 000 hommes. Les autorités expliquent ce déséquilibre par le nombre plus important d'hommes migrants (que de femmes) provenant des campagnes à la recherche d'un emploi en ville.

12. Pour la mobilisation des ONG voir : www.citymakers.wordpress.com/2011/03/23/enumerating-the-homeless-census-2011/ (consulté le 14 mars 2013).

13. *The Laws of Manu* (www.sacred-texts.com/hin/manu.htm, consulté le 31 mars 2014).

14. La dot est une pratique courante en Inde malgré son interdiction en 1961. Elle peut se définir comme « tout bien donné (ou reçu) par un des partis, avant ou au cours du mariage » (Herrenschmidt 2010, 168). En pratique, elle est en Inde le patrimoine donné par la famille de la fiancée à la famille du fiancé pour la conclusion du mariage. Le célibat des femmes est généralement mal perçu en Inde.

Tableau 1
Nombre de femmes pour 1 000 hommes (2011)

Total Inde	940
NCT ¹⁵ of Delhi	866
Bengale-Occidental	947
Grand Calcutta ¹⁶	928
District de Calcutta ¹⁷	899
District d'Howrah	935
Maharashtra	925
Grand Mumbai ¹⁸	861

Source : Government of India/ Census of India 2011.

L'écart entre les sexes en Inde est encore plus important pour les filles et les garçons entre zéro et six ans (914 filles pour 1 000 garçons). À Delhi et Mumbai, cet écart est encore plus significatif (respectivement 868 et 900 filles pour 1 000 garçons), contrairement à Calcutta qui présente de meilleurs résultats (cf. tableau 2).

-
15. *National Capital Territory of Delhi* incluant New Delhi et autres villes de sa zone urbaine.
 16. Comprend la ville de Calcutta et les zones urbaines d'Howrah, North 24 Parganas, South 24 Parganas, Hugli, etc.
 17. Le district de Calcutta comprend la municipalité de Calcutta sans ses agglomérations contrairement au Grand Calcutta qui est composé des localités de Kahsipur Belgachhia, Shyampukur, Maniktala, Jorasanko, Chowrangee, Entally, Ballygunge, Rashbehari, Bhabanipur, Belegghata et Kolkata Port ([www.kmcgov.in/ KMCPortal/jsp/KolkataStatistics.jsp](http://www.kmcgov.in/KMCPortal/jsp/KolkataStatistics.jsp), consulté le 4 octobre 2013).
 18. Le Grand Mumbai comprend notamment les zones urbaines de Bhiwandi, Kalyan, Thane, etc.

Tableau 2
Nombre de filles (de 0 à 6 ans) pour 1 000 garçons (2011)

Total Inde	914
NCT of Delhi	868
Bengale-Occidental	950
Grand Calcutta	946
District de Calcutta	930
Distric d'Howrah	964
Maharashtra	883
Grand Mumbai	900

Source : Government of India/ Census of India 2011.

Les avortements sexo-sélectifs sont plus nombreux en zone urbaine qui bénéficie des infrastructures médicales nécessaires permettant de déterminer le sexe des fœtus. De plus, selon certaines études, les filles reçoivent moins d'alimentation et de soins que les garçons pendant les premières années de vie (Navaneetham et Dharmalingam 2011). Il faut souligner la diminution globale du ratio filles/garçons âgés de zéro à six ans qui passe de 927 pour 1 000 en 2001 à 914 pour 1 000 en 2011. L'Inde n'a donc pas réussi à réduire les discriminations faites aux femmes, dès leur plus jeune âge, malgré des programmes de sensibilisation et une politique répressive contre le choix du sexe et les avortements sélectifs. Cette situation liée au genre laisse apparaître une fragilité sociale malgré le potentiel que supposent un avantage démographique et la croissance économique.

Ainsi, les caractéristiques démographiques indiennes représentent des défis importants pour la stratégie de développement de compétences, avec une population majoritairement jeune dans un contexte national de ralentissement économique et avec une concentration et une densité de population dans les grandes villes, pôles économiques dynamiques à forte vulnérabilité sociale (taux de population vivant dans les bidonvilles, nombre de personnes sans-abris et écart entre les sexes).

La pauvreté en Inde

L'Inde présente également d'autres caractéristiques importantes pour la stratégie de développement de compétences qui peuvent être dépeintes à travers des critères de pauvreté, étant donné qu'un tiers de la force de travail indienne illettrée vit en dessous du seuil de pauvreté (NSSO 2004-2005). La pauvreté prédomine en particulier au Nord et à l'Est du pays et en zone rurale (Planning Commission 2006, 10). Dans les villes, perçue en lien avec la croissance économique et l'urbanisation (Government of India/ Ministry of Housing and Urban Poverty Alleviation 2011, 4), elle se trouve souvent amoindrie par les statistiques officielles mettant l'accent sur la pauvreté en zone rurale. La pauvreté indienne pose des problèmes de mesure tant au niveau national (entre zones urbaine et rurale) qu'international, ce qui rend difficile la comparabilité des statistiques (Sengupta 2007). De plus, la tendance pour des chiffres agrégés ne tenant pas compte de l'extrême pauvreté entrave cette mesure (Milbert 2002, 139 ; Sengupta *et al.* 2008). Les mesures les plus employées seront brièvement présentées, ce qui permettra ensuite de souligner les niveaux de pauvreté parmi les travailleurs indiens et certaines catégories de la population.

La première tentative de définition de la pauvreté en Inde provient de la Planning Commission¹⁹ qui définit un seuil de pauvreté, basé, en 1962, sur un revenu minimum et, en 1973, sur la consommation de kilocalories par jour (2 400 kcal/jour/personne en zone rurale et 2 100 kcal/jour/personne en zone urbaine). Par la suite, le calcul de ce seuil prend également en compte la consommation annuelle d'autres biens tels que les vêtements, l'éducation et la santé. Depuis 2009-2010, le seuil de pauvreté national est fixé, en zone urbaine, à 859,6 roupies par mois et par personne (l'équivalent de 28,7 roupies par jour)²⁰ et, en zone rurale, à 643,2 roupies (l'équivalent de 21,4 roupies par jour) (Planning Commission

19. Organe du gouvernement chargé de la planification du développement fixant notamment des plans quinquennaux.

20. Selon le taux de change du 1^{er} octobre 2013 (1 INR = 0,016 US\$)

2012)²¹. Ce seuil varie en fonction des États. Au Bengale-Occidental, il est estimé, en zone urbaine, à 830,6 roupies et, en zone rurale, à 643,2 roupies par mois et par personne (Planning Commission 2012). Le seuil de pauvreté national apparaît donc en dessous du seuil international défini par la Banque mondiale à 1,25 dollar (US\$) par jour (World Bank 2010). Le seuil national se trouve contesté par certains auteurs car il ne tiendrait pas compte de l'inflation du prix des denrées alimentaires et des soins médicaux en Inde, en particulier depuis la crise économique de 2008 (NSSO 2009-2010). Il ne permet donc pas l'achat ni la consommation d'aliments en quantité suffisante pour vivre et rester en bonne santé. De plus, il est particulièrement sous-estimé dans les États dotés de grandes villes, en raison d'une inflation plus forte, à l'instar du Bengale-Occidental. En effet, le seuil de pauvreté s'élèverait en zone urbaine bengalie à 2 500 roupies par mois et par personne (contre les 830,6 roupies/mois/personne du seuil officiel actuel) (Patnaik 2013, 55). Sur cette base, la pauvreté concernerait 82 % de personnes vivant en zone urbaine au Bengale-Occidental (et 73 % des habitants des villes indiennes).

Malgré ces controverses sur les seuils de pauvreté officiels, les catégories de la population proposées par la Planning Commission sont retenues ici comme base pour la présentation des caractéristiques des travailleurs indiens. Selon la Planning Commission, la population indienne se divise en six catégories dont quatre relatives à la pauvreté : les personnes extrêmement pauvres, pauvres, marginalement pauvres et vulnérables (*extremely poor, poor, marginally poor & vulnerable*)²² (cf. tableau 3).

21. Ce seuil est proposé par un comité spécial (Suresh Tendulkar Committee).

22. Les deux autres catégories sont les personnes avec un revenu moyen et un revenu élevé (*middle income & high income*).